

# LES HOMOSEXUELS CONTRE LE FICHAGE

Terminal a publié dans son numéro 4 un article sur le fichage des homosexuels. Depuis, le Comité d'urgence anti-répression homosexuelle (CUARH) n'a pas chômé. Reçu récemment par la préfecture de police, le CUARH s'est fait répondre qu'il n'existait pas de fichier, mais des « archives ». Nous publions des extraits du mémoire de saisine de la CNIL.

Le 2 avril dernier, François Mitterrand, quelques avant d'être élu Président de la République, se prononçait contre la répression plus sévère des attentats à la pudeur homosexuels et il ajoutait : « Il y a là une négation de l'égalité des citoyens devant la loi ; nous n'avons pas à nous mêler de juger les mœurs des autres. ».

C'est dans la ligne de ces déclarations que le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation envoya le 12 juin 1981 au Directeur général de la police nationale une note relative à l'attitude des services de police à l'égard des homosexuels. Le ministre constate l'existence du groupe de Contrôle des Homosexuels à la Préfecture de police et le fait qu'à l'occasion de contrôles d'identité pratiqués dans les lieux de rencontre, des personnes seraient fichées comme « homosexuels ». Le ministre précise ensuite que « conformément aux orientations définies par la Président de la République, aucune distinction, aucune discrimination, ni à plus forte raison aucune suspicion ne sauraient peser sur des personnes en fonction de leur seule orientation sexuelle ». Et il conclut en demandant au Directeur général de la police de « prendre rapidement toutes dispositions pour mettre fin rapidement à des discriminations de cette nature » et de lui « en rendre compte ».

En conséquence de cette note, le groupe de contrôle homosexuels fut dissous les jours suivants. Par contre, en ce qui concerne le fichage, la police eut une attitude pour le moins dilatoire, la préfecture de police de Paris affirme dans un communiqué à la presse qu'aucun fichage des homosexuels n'avait été effectué par le passé. (...)

Or il s'agit d'un mensonge flagrant ainsi que le prouve le document joint. (...)

Ce qui est frappant dans cette liste c'est qu'elle fait voisiner des activités réprimées par la loi (proxénétisme, attentats aux mœurs, peut-être « truqueurs » qui semble désigner dans le vocabulaire policier des individus qui se faisant passer pour des homosexuels, font ensuite chanter ceux-ci) et un aspect de la personnalité des personnes qui ressortit de la vie privée : « homosexuels vrais ». Ce

CONFIDENTIEL INTERDICTION  
DE DIVULGUER ET DE PUBLIER

FICHIER GENERAL  
DE LA  
BRIGADE MONDAINE

Tenu par :

Préfecture de Police  
Direction de la Police Judiciaire  
Brigade Mondaine  
36, quai des Orfèvres - PARIS (1er).

Renseignements pouvant être obtenus :

- Sur les personnes ayant attiré l'attention des services à l'occasion d'affaires relevant des compétences de la Brigade Mondaine

Individus connus pour usage de trafic de stupéfiants.

Proxénètes

Prostitués

Homosexuels vrais ou « truqueurs »

Attentats aux mœurs

Outrages aux bonnes mœurs par capture du larcin, du désordre ou du film. Renseignements concernant les ouvrages interdits à accès libres

Renseignements concernant les bars, night-clubs, cabarets et leurs exploitants ayant intéressé la brigade

## EN ATTENDANT LE PETIT FRERE DE GAMIN

LA Division Organisation et Méthodes Informatique (DOMI) du ministère de la Santé est sur le point d'éclater. Des arrêtés sont prêts, qui créent deux services :

— la DOTI (Division de l'Organisation et des Traitements Informatiques) qui regrouperait les services organisation et informatique de trois ministères : Santé, Solidarité, Travail. Comment pourra-t-on alors contrôler, à l'intérieur d'un même service, les connexions entre tous ces fichiers ? Le Grand Fichier de tous les français s'amorce bien...

Les attributions de la DOTI sont celles que n'aurait jamais dû dépasser le DOMI : conseil technique et aide pour l'exécution des projets.

— Le SSI (Service des Statistiques et des Systèmes d'information) qui serait directement rattaché au Cabinet du ministre de la Solidarité (le rattachement à la Direction Générale a été une revendication constante des informaticiens, pour mieux asseoir leur pouvoir).

Ce service n'est plus centré sur l'informatique, mais sur l'information. Ne peut-

fichage constitue donc un élément illégal de discrimination à l'encontre des homosexuels.

Or, depuis l'établissement de ce document, aucun procès-verbal de destruction du fichier des homosexuels n'a été produit par la police, ni avant la note du ministre de l'Intérieur, ni après.

Il en résulte donc que ce fichier existe toujours, en infraction avec la loi et les décisions du ministre de l'Intérieur.

D'autres éléments nous donnent à penser, que contrairement aux instructions du ministre, non seulement les fichiers concernant les homosexuels n'ont pas été détruits, mais qu'ils continuent d'être exploités : ainsi à Lyon, durant l'été 1981, deux personnes qui étaient venues porter plainte après une agression, se sont vues présenter un fichier d'homosexuels. (...)

on pas s'étonner qu'au moment où tout le monde proclame que ce sont les utilisateurs qui, détenant la signification des informations, doivent définir leurs propres systèmes, on centralise ainsi au cabinet du ministre la conception des Systèmes d'information. Les staticiens sauront-ils déjouer les pièges dans lesquels sont tombés les informaticiens ?

Les statistiques sanitaires et sociales seraient regroupées dans ces systèmes. Veut-on renouveler les erreurs de GAMIN et radicaliser l'opposition qu'il avait suscitée. Un article prévoit en effet que le SSI « veille à l'harmonisation des identifiants, nomenclatures, concepts et définitions » et « veille à ce que les unités et nomenclatures qui y sont gérées soient compatibles avec celles qui sont gérées par l'INSEE », détenteur du SAFARI.

Enfin, ce service assurerait l'exécution des enquêtes obligatoires (dans le cadre de la loi de 1951) effectuées par les ministères de la Santé et de la Solidarité. Jusqu'à présent, les enquêtes sociales et sanitaires n'étaient pas obligatoires. Le deviendraient-elles par ce détour ?